

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE
ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT
CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX
INVESTISSEMENTS
AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

J

Communiqué de presse n° (F)

29 septembre 2002

Déclaration finale de M. **AHMED MACKI**,
Président des Conseils des gouverneurs et Gouverneur du Fonds et de la Banque
pour **OMAN**,
à la séance de clôture

**ALLOCUTION DE CLÔTURE
DE M. AHMED MACKI,
PRÉSIDENT DES CONSEILS DES GOUVERNEURS
ET GOUVERNEUR DU FONDS ET DE LA BANQUE
POUR LE SULTANAT D'OMAN**

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs et chers collègues, alors que nos délibérations touchent à leur terme, j'aimerais que nous dressions le bilan de nos échanges et réfléchissions à la manière dont nos travaux de ces derniers jours peuvent contribuer à améliorer la vie de ceux que nous représentons. Nos Assemblées ont été plus courtes qu'à l'ordinaire cette année mais, à mon sens, nous avons su nous concentrer sur une série de questions importantes, dont l'utilité pour les États membres comme pour nos deux institutions est indéniable. Permettez-moi de les passer brièvement en revue.

En premier lieu, les accords de vaste portée conclus à Doha, Monterrey et Johannesburg nous permettent d'espérer que nous allons désormais pouvoir véritablement nous atteler à ce que je qualifiais dans mon discours d'ouverture de principal défi, une réduction tangible de la pauvreté. Une occasion extraordinaire nous est donnée de collaborer pour mettre en œuvre rapidement les engagements qu'ont pris les pays développés comme les pays en développement d'améliorer les conditions de vie de ceux qui sont en proie à la pauvreté, surtout dans les régions où des conflits ont pris fin récemment, ou sévissent encore. Nous ne devons pas laisser passer cette occasion ; les Objectifs de développement du millénaire ne doivent pas être vidés de leur contenu. Nous devons tenir nos promesses et faire en sorte de réduire de moitié la faim et la pauvreté d'ici à 2015 : les plus pauvres de nos citoyens comptent sur nous et sur nos institutions,

aujourd'hui plus que jamais, pour améliorer sensiblement et durablement leurs conditions de vie.

Deuxièmement, nous avons également insisté sur la nécessité de continuer à collaborer pour améliorer plus généralement le niveau de vie dans les pays en développement. Soucieux d'instaurer les conditions nécessaires à la lutte contre la pauvreté, les pays en développement continuent d'appliquer des politiques judicieuses, de libéraliser leur économie et de réaliser des réformes structurelles pour améliorer le climat de l'investissement et attirer les capitaux privés. Toutefois, même si leur destin économique est principalement entre leurs mains, les pays en développement doivent encore pouvoir compter sur l'appui des pays développés, sous forme d'aide publique au développement et d'une ouverture significative de leurs marchés aux produits d'exportation des pays en développement.

Troisièmement, nous nous inquiétons tous de l'incertitude accrue qui caractérise les perspectives économiques mondiales. Nous sommes néanmoins convaincus que si, dans les pays industriels, dans les pays émergents et dans les pays en développement, nous mettons en œuvre résolument des politiques judicieuses, l'économie mondiale se portera de mieux en mieux et les risques iront en diminuant. Nous avons également salué les initiatives lancées par le Fonds pour améliorer la qualité et l'efficacité de ses conseils, pour rationaliser la conditionnalité de ses prêts, et pour amplifier ses efforts de prévention et de résolution des crises, y compris en renforçant sa surveillance. À cet égard, il est à noter que les études entreprises sur les mécanismes propres à faciliter une restructuration ordonnée et efficace lorsque la dette souveraine atteint un niveau intolérable pourraient

indiquer de nouveaux moyens de réduire l'incertitude et les coûts afférents aux crises financières à venir.

Quatrièmement, nous avons applaudi aux progrès accomplis grâce à l'Initiative PPTE renforcée. Nous n'en demeurons pas moins préoccupés par la lenteur de sa mise en œuvre, la persistance d'une insuffisance de financement et le fait qu'en raison de facteurs exogènes la dette extérieure de certains pays pauvres très endettés demeurera intolérable, même après leur sortie de l'Initiative. À cet égard, pour que nous puissions à l'avenir considérer l'Initiative comme une réussite, un grand nombre d'entre nous demandent que des ressources suffisantes soient consacrées à l'allégement de la dette. Nous sommes en effet conscients qu'un niveau d'endettement intolérable fait gravement obstacle au développement et à la réduction de la pauvreté.

Nous nous félicitons vivement de l'accord conclu sur la Treizième reconstitution des ressources de l'IDA, et notons avec plaisir que, si certaines ressources de l'IDA doivent désormais être fournies sous forme de dons, le principe de viabilité des ressources de l'Association sera maintenu. Des appels ont par ailleurs été lancés pour garantir que nos deux institutions continuent de disposer des ressources voulues pour s'acquitter de leurs mandats respectifs.

Chers collègues, nous sommes réunis dans une ville qui a été directement touchée par les tragiques événements du 11 septembre. Je ne peux donc que me féliciter que nous ayons réaffirmé notre détermination à mettre fin au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme, et salué les rapides progrès réalisés par nos deux institutions dans le cadre de leur plan d'action pour aider la communauté internationale à régler cet important problème.

Enfin, nous sommes tous convenus que le FMI et la Banque continuent d'être les institutions appropriées pour traiter des problèmes et des enjeux dont nous avons parlé aujourd'hui. Leur action contribuera à réduire encore les craintes suscitées par la mondialisation. Nous devons donc continuer de les soutenir et de travailler avec l'une et l'autre pour que tout soit mis en œuvre dans la lutte que nous menons de concert pour renforcer l'ensemble de nos économies et garantir à tous nos citoyens la possibilité de réaliser leur potentiel, de concrétiser leurs aspirations et de jouer un rôle productif et utile au sein de la société. Comme l'a mentionné le Directeur général en début de journée, c'est à l'aune des effets bénéfiques constatés dans nos pays membres que se mesurent véritablement nos progrès.

Chers collègues, servir en qualité de Président des Conseils des Gouverneurs du FMI et de la Banque a été pour le Sultanat d'Oman un grand honneur et pour moi-même un privilège.

Permettez-moi de conclure nos fructueuses réunions en commençant par vous remercier tous de l'appui que vous m'avez prodigué durant mon mandat de Président. J'aimerais féliciter M. Köhler et M. Wolfensohn de l'admirable manière dont ils continuent de diriger nos deux institutions. Je tiens aussi à saluer l'engagement et le dévouement sans faille des remarquables personnels de nos deux institutions, qui aident le Fonds et la Banque à s'acquitter avec succès de leurs mandats respectifs. Je remercie du fond du cœur M. Anjaria et M. Fall, ainsi que le personnel du Secrétariat commun, en particulier M^{me} Patricia Davis, de tous les efforts qu'ils ont déployés pour organiser nos réunions d'une manière on ne peut plus ordonnée et efficace, ce qui, j'en suis sûr, n'a pas été des plus faciles dans le contexte particulier de cette année. Je tiens également à

remercier le personnel qui m'a été adjoint au Bureau de la Présidence et dont le précieux appui m'a aidé à m'acquitter de mes fonctions de Président.

Qu'il me soit permis d'exprimer à nouveau ma gratitude aux autorités américaines pour leur accueil, et en particulier aux responsables de cette merveilleuse ville qu'est Washington pour leur chaleureuse hospitalité et les efforts qu'ils ont menés sans relâche pour que nos réunions se déroulent de façon harmonieuse.

Mes chers collègues, je tiens également, en notre nom à tous, à remercier profondément les responsables de la sécurité du Fonds et de la Banque, ainsi que les divers services de maintien de l'ordre de l'ensemble des États-Unis, des efforts qu'ils ont déployés pour assurer notre sécurité et notre bien-être.

Permettez-moi de féliciter le Gouverneur pour la Suisse, qui me succède au poste de Président des Conseils des Gouverneurs. Je tiens également à le remercier des propos aimables qu'il vient de m'adresser.

Chers collègues, je suis très heureux que nos prochaines Assemblées annuelles se tiennent pour la première fois dans un pays arabe, les Émirats arabes unis, et je me réjouis à la perspective de vous revoir tous l'année prochaine à Doubaï.